



21 novembre 2012

L'honorable Peter Kent
Ministre de l'Environnement
Député de Thornhill (Ontario)
Les Terrasses de la Chaudière
10 rue Wellington, 28^e étage
Gatineau, Québec
K1A 0H3

Télec. : 819-953-0279

Courriel : Peter.Kent@parl.gc.ca

Objet : *CdP 18 à Doha*

Monsieur le Ministre,

Nous nous adressons à vous en ce moment où vous vous préparez à la participation du gouvernement fédéral aux réunions de la 18^e Conférence des Parties (CdP 18), qui portera sur les questions relevant de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Doha, Qatar, du 26 novembre au 7 décembre 2012.

Les membres de nos communautés vous sont reconnaissants de vous être donné le temps de rencontrer à Durban le modérateur d'alors, Mardi Tindal (Église unie du Canada), le secrétaire général Willard Metzger et moi-même, Joy Kennedy, présidente de la Commission Justice et Paix du Conseil canadien des Églises. Nous avons également eu le plaisir de rencontrer votre conseillère supérieure en politiques, Monica Kugelmass, et ses collègues, lors de nos réunions de notre Conseil d de direction d'Ottawa. La Commission Justice et Paix du Conseil canadien des Églises (CCE) sollicite maintenant l'occasion de poursuivre le dialogue avec vous. Nous voulons en effet élargir la conversation et mieux comprendre votre point de vue sur le rôle du Canada dans la lutte contre les changements climatiques.

L'Appel interreligieux canadien à l'action et au leadership

Vous vous rappellerez sans doute que l'*Appel interreligieux* portait la signature de plus de 60 communautés de foi et organismes œcuméniques et interreligieux, ce qui représentait la première fois où un si grand nombre de communautés de foi du Canada se prononçaient d'une voix unanime sur la question primordiale des changements climatiques. D'autres regroupements religieux, tout en n'étant pas prêts à apposer leurs signatures à des éléments particuliers de l'Appel interreligieux, appuient nos profondes préoccupations à l'égard des changements climatiques et partagent nos convictions selon lesquelles on

attend du Canada, dans la conjoncture actuelle, un engagement beaucoup plus sérieux à l'égard de l'environnement.

Vous aviez exprimé, à Durban, votre accord avec l'essentiel de l'Appel, qui comportait trois demandes faites au Gouvernement du Canada :

- Prendre des mesures collectives en signant et mettant en œuvre un accord international contraignant aux termes duquel les pays s'engageraient à réduire les gaz à effet de serre (GES) et à fixer des cibles justes et claires faisant en sorte que les températures mondiales demeurent inférieures à une augmentation de 2° Celsius par rapport aux niveaux préindustriels.
- Faire montre de responsabilité démocratique en s'engageant à l'égard de cibles nationales d'émission de GES et d'une politique nationale d'énergie renouvelable visant à la durabilité.
- Enfin, appliquer la justice climatique en jouant un rôle constructif dans l'établissement d'un Fonds vert pour le climat, sous la gouvernance des Nations Unies, et en contribuant des fonds publics permettant d'aider les pays les plus pauvres et les plus affectés à s'adapter et à contrer les effets du changement climatique.

Il est temps que tous les Canadiens et Canadiennes visent à de meilleurs résultats

Vous avez annoncé, depuis la conversation de Durban, que le Gouvernement canadien a invoqué son droit de se retirer du Protocole de Kyoto. Le budget fédéral indique que le financement de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie est aboli. Nous voyons en outre, dans l'examen de 2012 d'Environnement Canada, qu'il va falloir prendre des mesures additionnelles permettant de réduire les émissions du Canada de 113 mégatonnes (Mt) pour atteindre la cible de 2020, qui est d'au moins 17 % sous le niveau d'émissions de 2005, soit 607 Mt.

Nous sommes profondément convaincus, Monsieur le Ministre, qu'il est temps que tous les Canadiens et Canadiennes, y compris les industries et les gouvernements provinciaux et municipaux, s'efforcent, sous l'impulsion de notre gouvernement fédéral, d'en arriver à de meilleurs résultats, si l'on veut contrer l'impact des changements climatiques. Nous croyons qu'il nous faut en demander encore plus de votre part, afin que le gouvernement fédéral canadien renouvelle son leadership et ses mesures à l'égard du changement climatiques. Nous pressons le Canada de mettre au point :

1. **Un plan crédible d'atteinte de la cible canadienne de 17 % sous le niveau d'émissions de 2005 d'ici à 2020** : une analyse récente de *Resources for the Future* montre que les États-Unis sont vraisemblablement en voie d'atteindre leur propre cible nationale. Le Canada peut-il en proposer moins?
2. **Un engagement financier à l'égard de la justice climatique dans les pays en voie de développement** : nous proposerions que le Canada annonce que les fonds subsistants du financement « accéléré » destinés à l'adaptation au climat ou à son atténuation dans les pays en voie de développement (un manque à gagner d'environ 200M \$) soient distribués sous la forme de nouveaux subsides destinés à soutenir les efforts d'adaptation des pays les plus pauvres. Le Canada peut aussi profiter des négociations de Doha pour annoncer, pour la période 2013-2020.

3. **Un plan énergétique canadien** favorisant des sources d'énergie renouvelable et non renouvelable permettant d'assurer au Canada un avenir durable et sain.

La Commission Justice et Paix du Conseil canadien des Églises collabore actuellement avec la Rév. Marta Benavides, d'El Salvador, à la CdP18. Nous allons éduquer nos communautés grâce à ses rapports issus de ces rencontres, rapports que nous pourrions enrichir de vos propres points de vue, ainsi que des fermes engagements du Canada à intensifier ses mesures et son leadership.

Le livre de la Genèse nous enseigne que la Création, dans toute sa beauté et sa bonté, a été confiée à la garde de l'humanité (Genèse 1.28-31). *L'Appel interreligieux canadien au leadership et à l'action*, d'octobre 2011, soulignait que « nous avons l'obligation morale d'agir ». Un an plus tard, notre Commission du Conseil canadien des Églises demeure convaincue de la nécessité, pour tous les Canadiens et Canadiennes, de donner une impulsion à la protection de l'environnement et à la solution des questions morales et éthiques liées au changement climatique.

Recevez, Monsieur le ministre, l'assurance de nos prières pour vous et pour vos collègues à la tête du Gouvernement du Canada



La présidente, Commission Justice et Paix
Joy Kennedy

- c.c. Michelle Rempel, secrétaire parlementaire
Megan Leslie, critique en matière d'environnement, Nouveau Parti démocratique du Canada
Kirsty Duncan, critique en matière d'environnement, Parti libéral du Canada
Maria Mourani, critique en matière d'environnement, Bloc Québécois
Membres du Caucus multipartite sur les changements climatiques
Monica Kugelmass, conseillère supérieure en politiques
Major Jim Champ, président, Conseil canadien des Églises
Rév. Marta Benavides, déléguée à la CdP18